

Statement

Department of
External
Affairs



Discours

Ministère des
Affaires
extérieures

88/42

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

"LE CANADA ET LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE"

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DE
L'HONORABLE MONIQUE LANDRY,
MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL,
DEVANT LE COMITÉ AD HOC DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE
PENDANT L'EXAMEN À MI-PAROURS
DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES
POUR LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE
ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

NEW YORK

Le 12 septembre 1988

Minister for
External Relations and
International Development

Ministre des
Relations extérieures et du
développement international

Canada

L'Afrique est faite d'extrêmes. Ecrasé sous le poids d'accablants problèmes de développement et de stagnation économique, c'est pourtant un continent chargé d'espoir, de courage et de potentiel. L'intensité des souffrances humaines en Afrique a profondément ému le monde entier. C'est cependant grâce au caractère africain indomptable que le Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, qui pose les bases d'un avenir meilleur, a été possible. Et c'est sur l'énorme potentiel inexploité de ressources physiques et humaines que repose l'espoir.

De nombreux gouvernements africains s'attaquent actuellement aux problèmes fondamentaux de l'économie et du développement de l'Afrique afin de remettre ce continent sur la voie du redressement et de la croissance. La communauté internationale appuie ces efforts. Nous devons, au cours de cet examen à mi-parcours, examiner la distance parcourue et celle qui reste à parcourir.

C'est avec réalisme et espoir que j'envisage cet examen. En ma qualité de ministre responsable du Programme d'aide au développement du Canada et des relations de mon pays avec l'Afrique, je suis parfaitement au courant de la situation sur ce continent. Depuis 1985, j'ai visité de nombreux pays africains et je me suis entretenue avec de nombreux Africains - dirigeants et autres. L'an dernier, après les Sommets de la Francophonie et du Commonwealth, où j'ai eu l'occasion de consulter de nombreux leaders africains, je me suis rendue au Mali ainsi qu'en Ethiopie où le Canada prenait une part active à la coordination des efforts pour assurer des vivres à des milliers de personnes confrontées à une nouvelle sécheresse. J'ai vu et la tragédie et le potentiel. J'ai vu qu'il nous restait un long et dur chemin à parcourir.

L'Afrique tient une place particulière dans l'esprit des Canadiens. Elle tient et tiendra toujours pour moi personnellement, pour mon gouvernement et pour le peuple canadien une place extrêmement prioritaire. Croyez bien que nous sommes engagés pour longtemps.

Le message contenu dans le rapport du Secrétaire général est affligeant: malgré les efforts déployés jusqu'ici, la situation économique en Afrique continue de se détériorer. L'augmentation marginal du produit intérieur brut (PIB) de la région n'a donné lieu à aucune amélioration des conditions de vie des victimes de la pauvreté et de la faim. En fait, le revenu par habitant a baissé. Cependant, les problèmes de l'Afrique sont profonds et comportent de multiples facettes; il est difficile de mettre fin à l'actuel cercle vicieux de

détérioration. La dette, l'insuffisance des apports financiers, la croissance démographique, la dégradation de l'environnement et la sous-exploitation des ressources humaines ne sont qu'une partie des problèmes auxquels font face les gouvernements africains. Malgré la poursuite de la croissance économique mondiale, les termes de l'échange de l'Afrique ont continué jusqu'à récemment de se détériorer.

Les problèmes ne sont cependant pas insolubles. C'est le message fondamental du Programme d'action des Nations Unies pour l'Afrique. Nous pouvons, grâce à la coopération multilatérale, surmonter collectivement des problèmes que nous ne saurions résoudre individuellement. Il y a deux ans, sous la direction du Secrétaire général, nous avons tracé ensemble, étape par étape, la voie qui est censée mener au redressement et à la croissance de la région. Nous savions ce qu'il fallait faire et nous le faisons.

Tant les gouvernements africains que la communauté internationale ont pris d'importantes mesures. Il est évident que certains progrès ont été accomplis, mais qu'ils n'ont eu - jusqu'ici - guère d'incidence sur le tableau général. Les réformes économiques, les mesures d'allègement de la dette, l'engagement de nouvelles ressources, tout cela prend du temps avant de faire de l'effet. J'ai trouvé dans le Rapport du Secrétaire général, de bonnes raisons d'espérer des résultats plus positifs au cours des prochaines années.

De nombreux pays africains procèdent actuellement à des réformes économiques et font des efforts d'ajustement. Ces gouvernements ont fait preuve d'un grand courage et se sont montrés extrêmement prévoyants en affrontant les risques à court terme que présentent sur les plans social et politique, les nouvelles politiques visant à éliminer les barrières et les distorsions qui ont empêché une croissance saine et entravé l'évolution naturelle de l'économie. Il y a des risques, mais les avantages à long terme l'emportent de loin sur ces derniers. Une vigilance constante et accrue est nécessaire. Mais c'est surtout durant la période difficile de transition que les gouvernements africains méritent et recevront notre appui entier et implacable, en tout cas en ce qui concerne le Canada.

L'Afrique doit définir et appliquer son propre programme de redressement. Elle ne peut cependant le faire sans un appui extérieur. D'importants apports de ressources sont nécessaires si l'on veut qu'il soit possible de mettre en oeuvre les réformes politiques requises. Un allègement important du lourd fardeau de la dette qui paralyse les pays les plus pauvres d'Afrique est également nécessaire.

La communauté internationale est loin d'être restée inactive durant les deux années qui se sont écoulées depuis la mise en oeuvre du Programme d'action. La Facilité d'ajustement structurel renforcée du FMI est en opération depuis avril 1988: en vertu de cette nouvelle Facilité, un total de 7,5 milliards de dollars sous la forme de fonds supplémentaires octroyés à des conditions concessionnelles sera mis à la disposition des pays les plus pauvres. En outre, les donateurs bilatéraux ont annoncé une contribution totale de 6 milliards de dollars pour appuyer les programmes d'ajustement structurel avec la Banque mondiale. Le renforcement de la coordination entre les donateurs vient compléter le mécanisme de groupe consultatif de la Banque mondiale. Le Fonds africain de développement a été augmenté de 50 pour cent et les versements effectués au titre de la huitième opération de reconstitution des ressources de l'Association internationale pour le développement ont été généreux.

Le Club de Paris a accordé une période de grâce et de remboursement supplémentaire à huit pays africains lourdement endettés, qui avaient demandé un rééchelonnement de la dette et avaient entrepris des programmes d'ajustement structurel. Se fondant sur une initiative prise par le Canada et approuvée lors du dernier Sommet économique à Toronto, le Club étudie actuellement les détails d'un nouveau cadre qui permettrait aux créanciers d'accorder des taux d'intérêt concessionnels, la radiation partielle d'obligations au titre du service de la dette, ou d'autres concessions comparables lors du rééchelonnement des crédits commerciaux officiellement octroyés ou garantis.

Ces mesures constituent des progrès solides. Je sais toutefois que cela n'est peut-être pas suffisant. Le Groupe consultatif des apports financiers à l'Afrique estime qu'il faudrait chaque année 5 milliards de dollars en plus des apports de ressources existants pour sauver l'Afrique de l'effondrement économique. Les ministres africains ont déclaré que ce chiffre était encore en deçà des besoins réels. Ce qui est clair, c'est que les besoins de l'Afrique sont considérables et que si les gouvernements africains et la communauté internationale n'exécutent pas intégralement le Programme d'action, les conséquences seront graves.

Pour sa part, le Canada a pris au sérieux ses responsabilités dans le cadre du Programme d'action. En mai 1986, le Canada a lancé le programme Afrique 2000. Ce programme, dont la durée prévue est de 15 ans et qui comprend de multiples facettes, a pour but d'aider au redressement de l'Afrique d'ici l'an 2000. En 1986-1987, le Canada a versé à l'Afrique près d'un milliard de dollars canadiens, par les

voies bilatérales et multilatérales. Au cours des cinq prochaines années, 45 pour cent de notre Programme d'aide bilatérale seront consacrés à l'Afrique. Tous les fonds versés au titre de l'aide le sont sous la forme de subventions et jusqu'à 50 pour cent de notre aide bilatérale ne sera dorénavant liée à aucune condition de façon à permettre de puiser davantage aux sources locales et régionales de l'Afrique subsaharienne et des pays moins avancés.

Nous avons engagé au total 2,3 milliards de dollars canadiens pour appuyer les dernières initiatives multilatérales concentrées sur l'Afrique, y compris les opérations de reconstitution des ressources de la Facilité d'ajustement structurel renforcée, de l'Association internationale pour le développement et du Fonds africain de développement, ainsi que les programmes spéciaux de la Banque mondiale en faveur de l'Afrique. Le Canada a déjà fait grâce de leurs dettes au titre de l'APD à tous les pays les moins avancés et en 1987, a entrepris de faire de même pour tous les pays de l'Afrique subsaharienne. Nous estimons que cette mesure est nécessaire pour soulager les pays de l'Afrique subsaharienne lourdement endettés du fardeau de la dette.

En mars dernier, j'ai présenté à la Chambre des communes du Canada une nouvelle stratégie intitulée Partageons notre avenir. Dans cette stratégie, nous avons fait de la lutte contre la pauvreté notre objectif primordial. Notre but est d'aider les pays et les peuples les plus pauvres du monde. L'Afrique tient une place particulière dans cette stratégie. Nous nous sommes engagés à trouver des moyens d'appuyer l'Afrique par les voies bilatérales et multilatérales. Nous ferons en sorte de maintenir l'attention internationale sur l'Afrique.

C'est la première fois que nous avons l'occasion d'entreprendre une étude globale des efforts faits jusqu'ici afin d'exécuter le Programme d'action pour l'Afrique. C'est à mon avis l'occasion de rectifier le tir et d'identifier les domaines auxquels nous devons accorder une plus grande attention et dans lesquels nous devons tenir les promesses que nous avons faites de façon plus diligente. Les mesures sont en place mais l'exécution et les versements sont lents. Les efforts des gouvernements africains afin de procéder à une réforme économique doivent être maintenus et appuyés.

Il faut trouver de nouvelles ressources financières et poursuivre les mesures d'allègement de la dette. Nous devons nous attaquer, de notre mieux, aux problèmes que pose le commerce extérieur et la baisse des cours des produits de base. Une attention particulière doit être accordée aux

questions, toujours en évolution, de l'incidence de l'ajustement structurel sur les groupes vulnérables. Par ailleurs, si nous voulons arriver à un redressement soutenu nous ne devons pas négliger les problèmes de développement à long terme - la grave détérioration de l'environnement, la contribution de la femme au développement, la croissance démographique et la propagation et les conséquences du SIDA.

Le développement n'est pas facile à orchestrer. Je ne suis pas sûre que qui que ce soit ici puisse prétendre détenir la solution qui permettra de libérer le potentiel de l'Afrique. Cependant, grâce aux entretiens multilatéraux et au dialogue bilatéral, nous pouvons arriver à l'entente dont nous avons besoin pour bâtir un monde meilleur pour tous. Les Nations Unies ont réussi à résoudre des conflits régionaux de longue date. Le Programme de redressement économique de l'Afrique nous offre aujourd'hui une occasion unique de démontrer l'efficacité des Nations Unies pour ce qui est de trouver des solutions aux problèmes économiques, sociaux et aux problèmes de développement, difficiles, mais également importants à long terme.

Notre monde est un monde interdépendant. Le bien-être économique de l'Afrique concerne le monde industrialisé tout comme les conditions économiques extérieures concernent l'Afrique. Lors du dernier Sommet de Toronto en juin, d'importants progrès ont été réalisés au cours des entretiens qui ont porté sur l'Afrique et les problèmes de la dette dans les pays les plus pauvres. Le Canada continuera de faire sa part et de veiller à ce que l'Afrique figure à une place importante sur l'ordre du jour des Sommets économiques, de la Banque mondiale, du FMI et de l'Organisation des Nations Unies elle-même.

Ni les gouvernements, ni la communauté internationale ne peuvent s'estimer satisfaits en ce qui concerne le problème de l'Afrique. Nous devons faire face au défi formidable qui se pose à nous, nous devons maintenir le cap, nous devons au besoin, trouver des solutions novatrices. Il nous faudra, au cours de cet examen, nous engager de nouveau dans la voie difficile et longue qui nous attend. Elle nous mènera au-delà du Programme des Nations Unies. Notre sens commun de l'humanité exige que nous fassions preuve d'imagination, d'énergie et de rapidité.